



Protection des données – Déclaration de confidentialité

Demande d'informations sur l'utilisation des fonds de cohésion disponibles et des règlements CARE – Outil EUSurvey

La présente déclaration de confidentialité porte sur le traitement des données à caractère personnel recueillies par la Cour des comptes européenne (ci-après «la Cour») dans le cadre d'un audit relatif à l'action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE – 23CH2003).

Cette déclaration décrit la manière dont la Cour traite vos données à caractère personnel et en garantit la confidentialité.

Vos coordonnées (nom et adresse électronique) nous ont été transmises par la Commission pour nous permettre de vous inviter à répondre à cette demande d'informations et de vous envoyer des rappels, s'il y a lieu.

Votre participation est **obligatoire (article 287 du TFUE)**.

En répondant à cette demande d'informations, vous consentez à ce que la Cour traite vos données à caractère personnel suivant les modalités de la présente déclaration de confidentialité.

Qui est responsable du traitement de vos données?

Les opérations de traitement des données relèvent de la responsabilité du Membre de la Cour rapporteur pour cet audit.

Pourquoi traitons-nous vos données?

L'équipe d'audit utilisera vos données à caractère personnel dans le cadre de ses travaux d'audit.

Vos données à caractère personnel ne seront en aucun cas traitées à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

Quelles règles s'appliquent à l'utilisation de vos données?

Le [règlement \(UE\) 2018/1725](#) du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données (le **RPDUE**) établit le cadre juridique régissant le traitement des données à caractère personnel à la Cour.

La base juridique du traitement de vos données à caractère personnel est l'article 287 du TFUE.

Les catégories de données qui seront utilisées sont les suivantes:

- vos réponses aux questions de la demande d'informations.

Pendant combien de temps conservons-nous vos données?

Vos données à caractère personnel seront conservées pendant sept ans conformément aux dispositions du règlement financier et, en tout état de cause, pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités de leur traitement, après quoi elles seront détruites.

Vos données à caractère personnel seront chargées dans l'outil d'enquête afin de pouvoir vous inviter à participer et à apporter votre contribution. Il est possible que nous soyons amenés à prendre contact avec vous après avoir reçu les informations demandées pour discuter de vos réponses. C'est pourquoi nous conserverons vos données à caractère personnel pendant sept ans, comme prévu au premier paragraphe de la présente section.

Qui a accès à vos données et à qui sont-elles communiquées?

L'équipe d'audit a accès à vos données conformément au principe du «besoin d'en connaître».

Si vous déposez une réclamation, vos données à caractère personnel pourront être transmises au Médiateur européen, au Contrôleur européen de la protection des données et/ou au délégué à la protection des données de la Cour.

La direction et l'équipe d'audit ont accès à vos données conformément au principe du «besoin d'en connaître». Les agents de la direction du contrôle qualité de l'audit de la Cour peuvent également avoir accès à vos données dans le cadre de leurs travaux de contrôle qualité de l'audit.

Elles pourront également être communiquées au service juridique de la Cour (si un conseil juridique est requis) ou à la direction de la traduction de la Cour (si une traduction est nécessaire).

Si l'activité de traitement fait l'objet, à un stade ultérieur, d'un audit par le service d'audit interne de la Cour (SAI), veuillez noter que vos données à caractère personnel ne seront traitées que si cela s'avère nécessaire à l'accomplissement des obligations de ce dernier, et conformément à la présente [déclaration de confidentialité](#) (pour toutes les activités récurrentes du SAI) ou à une déclaration de confidentialité spécifique qui vous sera communiquée pour les activités spéciales/non récurrentes. L'accès du SAI aux données à caractère personnel sera limité à ce qui est absolument nécessaire et légalement autorisé.

Comment la Cour protège-t-elle vos données à caractère personnel contre toute utilisation abusive ou tout accès non autorisé?

Les ensembles de données font l'objet d'un stockage sécurisé dans le centre de données de la Commission européenne situé dans l'UE et sont ainsi protégés par les nombreuses mesures prises en vue de préserver la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des ressources électroniques des institutions.

Seul un groupe d'utilisateurs bien déterminé peut accéder aux données à caractère personnel. Les droits d'accès sont accordés selon le principe du «besoin d'en connaître» en tenant compte du rôle, de la fonction et des responsabilités de l'utilisateur concerné. Ils sont continuellement actualisés en fonction de l'évolution des attributions des agents.

Le secrétaire général de la Cour assume la responsabilité globale de l'application des règles régissant les droits d'accès ainsi que du respect de la réglementation relative à la protection des données. Il a toutefois délégué certaines compétences en la matière à différentes entités. La Cour a adopté une

politique de sécurité de l'information et emploie un responsable de la sécurité de l'information chargé de veiller à ce que la politique soit dûment mise en œuvre et à ce que l'efficacité des contrôles y afférents soit testée.

La Cour effectue la présente demande d'informations au moyen d'EUSurvey, un système multilingue de gestion des enquêtes en ligne conçu pour l'élaboration et la publication d'enquêtes. EUSurvey est mis à la disposition de la Cour, en tant que responsable du traitement, par la Commission européenne, en tant que sous-traitant. La Commission ne fait pas appel à des sous-traitants ultérieurs et toutes les données à caractère personnel sont stockées sur les serveurs de son centre de données.

La Commission européenne a mis en œuvre des mesures de sécurité visant à protéger le matériel et les logiciels de serveur ainsi que le réseau contre les manipulations accidentelles ou malveillantes et la perte de données. Toutes les données sont gérées par la DG Informatique conformément aux dispositions en matière de sécurité technique énoncées dans la décision (UE, Euratom) 2017/46 de la Commission du 10 janvier 2017 sur la sécurité des systèmes d'information et de communication au sein de la Commission européenne, dans ses versions ultérieures, dans ses modalités d'application (ponctuellement modifiées) et dans les normes et lignes directrices correspondantes, ainsi que dans la décision (UE, Euratom) 2015/443 de la Commission du 13 mars 2015 relative à la sécurité au sein de la Commission, dans ses modalités d'application et dans les notes de sécurité correspondantes. Ces documents (adaptés de temps à autre) peuvent être consultés à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/info/publications/security-standards-applying-all-european-commission-information-systems_fr.

L'outil EUSurvey utilise le service Europa Analytics pour établir des statistiques et une analyse du trafic. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site internet d'[Europa Analytics](#). Europa Analytics repose sur la plateforme analytique libre «Matomo» (source: [EUSurvey Record](#)).

Nous analyserons vos réponses et les utiliserons aux fins de notre audit. Nous en préserverons le caractère confidentiel, mais avons l'intention de publier les résultats globaux dans un rapport spécial. Si votre réponse individuelle s'avérait d'un intérêt particulier pour nous, nous pourrions être amenés à vous recontacter directement.

EUSurvey permet au concepteur de la demande d'informations (le «propriétaire de la demande d'informations») de voir qui, parmi les personnes invitées à répondre à la demande d'informations, y a participé et qui ne l'a pas fait; des rappels ciblés peuvent ainsi être envoyés.

Quels sont vos droits?

Vos droits relatifs à vos données à caractère personnel sont définis aux articles 17 à 24 du RPDUE. Vous avez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel et de les faire rectifier dans les meilleurs délais si elles sont inexactes ou incomplètes. Sous certaines conditions, vous avez le droit de nous demander d'effacer vos données à caractère personnel ou d'en limiter l'usage. Le cas échéant, vous avez le droit de vous opposer à tout moment au traitement de vos données à caractère personnel pour des raisons tenant à votre situation particulière. Vous avez également le droit à la portabilité des données.

Vous pouvez demander que nous communiquions, dans toute la mesure du possible, les modifications apportées à vos données à caractère personnel aux autres parties auxquelles vos données ont été divulguées.

Nous examinerons votre requête, prendrons une décision et vous la communiquerons dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de votre demande. Au besoin, ce délai peut être allongé de deux mois.

Comme il est précisé dans la décision de la Cour n° 42-2021¹, vos droits peuvent être limités dans certaines circonstances (lors de la réalisation d’audits ou d’enquêtes administratives par exemple).

Vous pouvez exercer vos droits en vous adressant au responsable du traitement des données, à l’aide des informations de contact communiquées ci-après.

Avec qui prendre contact en cas de question ou de réclamation?

La première personne de contact est le responsable du traitement des données, joignable à l’adresse ECA-INFO@eca.europa.eu.

Vous pouvez à tout moment prendre contact avec la déléguée à la protection des données de la Cour (ECA-Data-Protection@eca.europa.eu) si vous avez des inquiétudes/doléances quant au traitement réservé à vos données personnelles.

Madame la Déléguée à la protection des données
Cour des comptes européenne
12, rue Alcide De Gasperi
1615 Luxembourg
LUXEMBOURG

Vous avez le droit de déposer à tout moment une réclamation concernant le traitement de vos données à caractère personnel auprès du Contrôleur européen de la protection des données (edps@edps.europa.eu).

¹ Décision n° 42-2021 de la Cour des comptes du 20 mai 2021 portant adoption des règles internes relatives à la limitation de certains droits des personnes concernées en matière de traitement de leurs données à caractère personnel dans le cadre des activités menées par la Cour des comptes européenne ([lien](#)).